

Art. 6. Notre Ministre des Relations extérieures est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 25 septembre 1985

BAUDOUIIN

Par le Roi :

Le Ministre des Relations extérieures,  
L. TINDEMANS

Le Ministre du Budget,  
Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 85 — 2392

30 AOUT 1985. — Arrêté royal modifiant les articles 193, 204, 208, 209 et 216 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage (1)

BAUDOUIIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, notamment l'article 7, modifié par les lois des 14 juillet 1951, 14 février 1961, 16 avril 1963, 11 janvier et 10 octobre 1967, l'arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, la loi du 24 décembre 1979, l'arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982 et la loi du 22 janvier 1985;

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment les articles 193, modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 1978, 204, modifié par l'arrêté royal du 11 mai 1970, 208, modifié par les arrêtés royaux des 11 mai 1970, 1er août 1974, 10 août 1978 et 24 juin 1983, 209, modifié par les arrêtés royaux des 11 mai 1970, et 10 août et 6 octobre 1978, et 216, § 1er; et 216, § 1;

Vu la loi du 25 avril 1963 sur la gestion des organismes d'intérêt public, de sécurité sociale et de prévoyance sociale, notamment l'article 15;

Vu l'urgence;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 10 mai 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

(1) Références au *Moniteur belge* :

Arrêté-loi du 28 décembre 1944, *Moniteur belge* du 30 décembre 1944;

Loi du 14 juillet 1951, *Moniteur belge* du 16 décembre 1951;

Loi du 14 février 1961, *Moniteur belge* du 15 février 1961;

Loi du 16 avril 1963, *Moniteur belge* du 23 avril 1963;

Loi du 11 janvier 1967, *Moniteur belge* du 14 janvier 1967;

Loi du 10 octobre 1967, *Moniteur belge* du 31 octobre 1967;

Arrêté royal n° 13 du 11 octobre 1978, *Moniteur belge* du 31 octobre 1978;

Loi du 24 décembre 1979, *Moniteur belge* du 28 décembre 1979;

Arrêté royal n° 28 du 24 mars 1982, *Moniteur belge* du 26 mars 1982.

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985;

Arrêté royal du 20 décembre 1983, *Moniteur belge* du 18 janvier 1984;

Arrêté royal du 11 mai 1970, *Moniteur belge* du 28 mai 1970;

Arrêté royal du 1er août 1974, *Moniteur belge* du 2 octobre 1974;

Arrêté royal du 10 août 1978, *Moniteur belge* du 14 septembre 1978;

Arrêté royal du 6 octobre 1978, *Moniteur belge* du 22 décembre 1978;

Arrêté royal du 24 juin 1983, *Moniteur belge* du 26 juillet 1983.

Art. 6. Onze Minister van Buitenlandse Betrekkingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 25 september 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Betrekkingen,  
L. TINDEMANS

De Minister van Begroting,  
Ph. MAYSTADT

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 85 — 2392

30 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot wijziging van de artikelen 193, 204, 208, 209 en 216 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd bij de wetten van 14 juli 1951, 14 februari 1961, 16 april 1963, 11 januari en 10 oktober 1967, het koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, de wet van 24 december 1979, het koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982 en de wet van 22 januari 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid op de artikelen 193, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 oktober 1978, 204, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 mei 1970, 208, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 mei 1970, 1 augustus 1974, 10 augustus 1978 en 24 juni 1983, 209, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 mei 1970, en 10 augustus en 6 oktober 1978 en 216, § 1;

Gelet op de wet van 25 april 1963 betreffende het beheer van de instellingen van openbaar nut van sociale zekerheid en sociale voorzorg, inzonderheid op artikel 15;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 10 mei 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Besluitwet van 28 december 1944, *Belgisch Staatsblad* van 30 december 1944;

Wet van 14 juli 1951, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1951;

Wet van 14 februari 1961, *Belgisch Staatsblad* van 15 februari 1961;

Wet van 16 april 1963, *Belgisch Staatsblad* van 23 april 1963;

Wet van 11 januari 1967, *Belgisch Staatsblad* van 14 januari 1967;

Wet van 10 oktober 1967, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1967;

Koninklijk besluit nr. 13 van 11 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 31 oktober 1978;

Wet van 24 december 1979, *Belgisch Staatsblad* van 28 december 1979;

Koninklijk besluit nr. 28 van 24 maart 1982, *Belgisch Staatsblad* van 26 maart 1982.

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985;

Koninklijk besluit van 20 december 1963, *Belgisch Staatsblad* van 18 januari 1964;

Koninklijk besluit van 11 mei 1970, *Belgisch Staatsblad* van 28 mei 1970;

Koninklijk besluit van 1 augustus 1974, *Belgisch Staatsblad* van 2 oktober 1974;

Koninklijk besluit van 10 augustus 1978, *Belgisch Staatsblad* van 14 september 1978;

Koninklijk besluit van 6 oktober 1978, *Belgisch Staatsblad* van 22 december 1978;

Koninklijk besluit van 24 juni 1983, *Belgisch Staatsblad* van 26 juli 1983.

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 193 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, modifié par l'arrêté royal du 6 octobre 1978, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 193. Lorsque l'inspecteur appelé à statuer sur une demande d'allocations ne fait pas parvenir la carte d'allocations à l'organisme de paiement dans le délai prévu par l'article 191, cet organisme, en attendant la décision de l'inspecteur, peut, dès la date fixée conformément à l'article 192, payer des allocations à titre provisoire et sous sa propre responsabilité jusqu'à concurrence du montant que l'inspecteur aurait fixé s'il avait accordé des allocations.

Lorsque l'inspecteur appelé à statuer dans les cas visés à l'article 190, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, ne fait pas parvenir la carte d'allocations à l'organisme de paiement dans le délai imparté, les conditions d'octroi des allocations de chômage sont déterminées par le Ministre, après avis du Comité de gestion. »

**Art. 2.** L'article 204 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 11 mai 1970, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 204. Les allocations de chômage sont payées une fois par mois à terme échu. »

**Art. 3.** L'article 208 du même arrêté modifié par les arrêtés royaux des 1<sup>er</sup> août 1974, 10 août 1978 et 24 juin 1983, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 208. § 1<sup>er</sup>. Les allocations de chômage payées au cours d'un mois sont inscrites sur des bordereaux nominatifs par l'organisme de paiement. L'établissement de ces bordereaux et les opérations relatives à l'introduction des dépenses s'effectuent conformément aux instructions de l'Office; celui-ci détermine également les pièces justificatives à joindre aux bordereaux. Les paiements qui ont été effectués au cours des quinze jours qui suivent la fin du mois auquel ils se rapportent sont présumés avoir été opérés pendant ce mois.

§ 2. L'organisme de paiement introduit les bordereaux au bureau régional au plus tôt après réception de l'autorisation de payer, et au plus tard le dernier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel le paiement a été effectué, ou au cours duquel, dans le cas visé à l'article 193, l'autorisation de payer a été transmise.

Si les bordereaux ne sont pas introduits dans le délai fixé, les dépenses sont éliminées définitivement et ne peuvent plus être réintroduites.

§ 3. Sont éliminées, les dépenses qui, pour l'un des motifs dont l'Office arrête la liste, ne sont pas valablement introduites au bureau régional, bien que les bordereaux y afférents aient été introduits dans le délai imparté.

Les dépenses introduites sont en outre éliminées lorsque les paiements qui figurent sur les bordereaux ne sont pas couverts par une autorisation de paiement.

La décision d'élimination est notifiée à l'organisme de paiement au plus tard le dernier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel les bordereaux ont été introduits, faute de quoi, les dépenses sont considérées comme acceptées.

Les montants correspondant aux dépenses éliminées, sont censés être disponibles dans la caisse de l'organisme de paiement.

§ 4. L'organisme de paiement dispose d'un délai de douze mois qui prend cours le lendemain de la notification de l'élimination des dépenses visée au § 3, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, pour les réintroduire valablement et conformément aux instructions de l'Office auprès du bureau régional. A défaut de réintroduction dans ce délai, les dépenses sont éliminées définitivement et ne peuvent plus être réintroduites.

Lorsque les dépenses sont éliminées à nouveau après réintroduction, l'élimination est définitive, et les dépenses ne peuvent plus être réintroduites.

Les montants correspondant aux dépenses éliminées, sont censés être disponibles dans la caisse de l'organisme de paiement.

La décision d'élimination définitive des dépenses réintroduites après une première élimination, est notifiée à l'organisme de paiement au plus tard le dernier jour du troisième mois qui suit celui de la réintroduction des dépenses, faute de quoi les dépenses sont considérées comme acceptées.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 193 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 6 oktober 1978, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

« Artikel 193. Wanneer de inspecteur die moet beslissen over een aanvraag om uitkering, de uitkeringskaart niet binnen de in artikel 191 bepaalde termijn aan de uitbetalingsinstelling bezorgt, mag die instelling in afwachting van de beslissing van de inspecteur vanaf de datum bepaald overeenkomstig artikel 192, voorlopig en op eigen verantwoordelijkheid uitkeringen uitbetalen, tot het bedrag dat de inspecteur zou hebben vastgesteld mocht hij uitkeringen hebben toegekend.

Wanneer de inspecteur moet beslissen in de gevallen bedoeld in artikel 190, eerste lid, 3<sup>o</sup>, en de uitkeringskaart niet binnen de gestelde termijn aan de uitbetalingsinstelling bezorgt, bepaalt de Minister, na advies van het beheerscomité, de voorwaarden waaronder werkloosheidsuitkeringen worden toegekend. »

**Art. 2** Artikel 204 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 11 mei 1970, wordt door de volgende bepaling vervangen :

« Artikel 204. De werkloosheidsuitkeringen worden eenmaal per maand na vervallen termijn uitbetaald. »

**Art. 3.** Artikel 208 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 1 augustus 1974, 10 augustus 1978 en 24 juni 1983, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 208. § 1. De werkloosheidsuitkeringen in de loop van een maand betaald, worden door de uitbetalingsinstelling op naamlijsten ingeschreven. Het opmaken van deze lijsten en de verrichtingen inzake de indiening van de uitgaven moeten geschieden overeenkomstig de door de Rijksdienst gegeven onderrichtingen; deze bepaalt eveneens de verantwoordingsstukken welke bij de lijsten moeten worden gevoegd. De uitbetalingen die gebeuren in de loop van de vijftien dagen die volgen op het einde van de maand waarop zij betrekking hebben worden geacht te zijn gedaan tijdens die maand.

§ 2. De uitbetalingsinstelling dient de lijsten in bij het gewestelijk bureau ten vroegste na ontvangst van de machtiging tot betaling en uiterlijk de laatste dag van de derde maand die volgt op die waarin de uitbetaling gebeurde of op die waarin, in het geval bedoeld in artikel 193, de machtiging tot betaling bezorgd werd.

In geval de lijsten niet binnen de vastgestelde termijn worden ingediend, worden de uitgaven definitief uitgeschakeld en kunnen zij niet opnieuw worden ingediend.

§ 3. Worden uitgeschakeld de uitgaven die, wegens een van de redenen die door de Rijksdienst worden bepaald, niet geldig zijn ingediend bij het gewestelijk bureau, alhoewel de lijsten die er betrekking op hebben binnen de vastgestelde termijn werden ingediend.

De ingediende uitgaven worden bovendien uitgeschakeld zo de betalingen die op desbetreffende lijsten voorkomen niet gedekt zijn door een machtiging tot betaling.

De beslissing tot uitschakeling wordt aan de uitbetalingsinstelling ter kennis gebracht uiterlijk op de laatste dag van de derde maand volgend op die waarin de lijsten werden ingediend, bij ontstentenis waarvan de uitgaven beschouwd worden als aanvaard.

De bedragen die beantwoorden aan de uitgaven die uitgeschakeld zijn, worden geacht beschikbaar te zijn in de kas van de uitbetalingsinstelling.

§ 4. De uitbetalingsinstelling beschikt over een termijn van twaalf maanden, die ingaat de dag na die van de kennisgeving van de uitschakeling van de uitgaven bedoeld in § 3, eerste en tweede lid, om deze geldig en overeenkomstig de door de Rijksdienst gegeven onderrichtingen opnieuw in te dienen bij het gewestelijk bureau. Wanneer zij niet opnieuw ingediend worden binnen die termijn, worden de uitgaven definitief uitgeschakeld en kunnen zij niet opnieuw ingediend worden.

Wanneer de uitgaven opnieuw uitgeschakeld worden na heringediend te zijn geweest, is de uitschakeling definitief en kunnen de uitgaven niet meer opnieuw ingediend worden.

De bedragen beantwoorden aan de uitgaven die uitgeschakeld zijn, worden geacht beschikbaar te zijn in de kas van de uitbetalingsinstelling.

De beslissing van definitieve uitschakeling van de uitgaven die opnieuw ingediend werden na een eerste uitschakeling, wordt aan de uitbetalingsinstelling ter kennis gebracht, uiterlijk de laatste dag van de derde maand die volgt op die van de herindiening van de uitgaven, bij ontstentenis waarvan de uitgaven beschouwd worden als aanvaard.

**Art. 4.** L'article 209 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux des 11 mai 1970, et 10 août et 6 octobre 1978, est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 209. § 1er. Les dépenses acceptées comme ayant été valablement introduites au bureau régional sont vérifiées par celui-ci. Elles peuvent faire l'objet, en tout ou en partie, soit d'une approbation, soit d'un rejet, soit d'une proposition de complément.

La décision de rejet ou la proposition de complément du bureau régional est notifiée à l'organisme de paiement au plus tard le dernier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel les bordereaux ont été valablement introduits, faute de quoi les dépenses sont considérées comme intégralement et définitivement approuvées telles qu'elles ont été introduites.

§ 2. L'organisme de paiement dispose d'un délai de trois mois qui prend cours le lendemain de la notification du rejet ou de la proposition de complément, pour introduire un bordereau de rappel dûment motivé pour la somme en litige, accompagné, le cas échéant, des documents justificatifs complémentaires nécessaires. Lorsque le bordereau de rappel n'est pas introduit conformément aux dispositions précédentes, le rejet ou la proposition de complément devient définitif.

Le bureau régional vérifie les bordereaux de rappel. Les dépenses qui y figurent peuvent faire l'objet, soit totalement, soit partiellement, d'une approbation ou d'un rejet définitif.

Le bureau régional notifie sa décision de rejet définitif à l'organisme de paiement au plus tard le dernier jour du troisième mois qui suit celui au cours duquel les bordereaux ont été introduits conformément à l'alinéa 1er, faute de quoi les dépenses sont considérées comme intégralement et définitivement approuvées telles qu'elles figurent sur le bordereau de rappel.

Le rejet, décidé après rappel, est réputé définitif à la date de la notification par le bureau régional.

Les dépenses qui ont fait l'objet d'un rejet définitif ne peuvent plus être réintroduites. »

**Art. 5.** L'article 216, § 1er, 2°, du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« 2°. des paiements qu'il a effectués sans carte d'allocations; ».

**Art. 6.** Les articles 3 et 4 du présent arrêté sont applicables à toutes les dépenses qui, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, n'ont pas fait l'objet d'une décision d'élimination ou d'acceptation. Les dépenses non prescrites ayant fait l'objet d'une décision d'élimination dans les trente-six mois qui précèdent l'entrée en vigueur du présent arrêté, peuvent être réintroduites dans un délai de six mois qui prend cours le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, faute de quoi elles seront considérées d'office comme éliminées définitivement, et ne pourront être réintroduites. Les dépenses éliminées avant le délai de trente-six mois précité sont considérées d'office comme éliminées définitivement et ne peuvent plus être réintroduites.

Les articles 3 et 4 du présent arrêté sont également applicables aux dépenses réintroduites dans le délai de six mois précité.

Les dispositions de l'article 4 du présent arrêté relatives à l'introduction des bordereaux de rappel sont également applicables aux dépenses qui ont fait, au jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'objet d'une décision de rejet ou d'une proposition de complément. Le délai d'introduction du bordereau de rappel est de trois mois et ne prend toutefois cours que le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 7.** Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au *Moniteur belge*.

**Art. 8.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 30 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

M. HANSENNE

**Art. 4.** Artikel 209 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 mei 1970 en 10 augustus en 6 oktober 1978, wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 209. § 1. De uitgaven aanvaard als zijnde geldig ingediend bij het gewestelijk bureau worden door dit laatste nagezien. Zij kunnen ofwel volledig, ofwel gedeeltelijk, het voorwerp uitmaken van ofwel een goedkeuring, ofwel een verwerping, ofwel een voorstel tot bijpassing.

De beslissing tot verwerping of het voorstel tot bijpassing van het gewestelijk bureau wordt ter kennis gebracht van de uitbetalingsinstelling, uiterlijk de laatste dag van de derde maand die volgt op die waarin de lijsten geldig werden ingediend, zoniet worden de uitgaven beschouwd als zijnde geheel en definitief goedgekeurd zoals zij werden ingediend.

§ 2. De uitbetalingsinstelling beschikt over een termijn van drie maanden, die ingaat de dag na de kennisgeving van de verwerping of van het voorstel tot bijpassing, om voor de betwiste som een behoorlijk gemotiveerde rappellijst in te dienen, eventueel samen met de nodige aanvullende verantwoordingsstukken. Wanneer de rappellijst niet ingediend wordt overeenkomstig de voorgaande bepalingen, is de verwerping of het voorstel van bijpassing definitief.

Het gewestelijk bureau ziet de rappellijsten na. De erop voorkomende uitgaven kunnen ofwel volledig, ofwel gedeeltelijk, het voorwerp uitmaken van een goedkeuring of van een definitieve verwerping.

Uiterlijk de laatste dag van de derde maand die volgt op die waarin de lijsten overeenkomstig het eerste lid werden ingediend, brengt het gewestelijk bureau zijn beslissing van definitieve verwerping ter kennis van de uitbetalingsinstelling, zoniet worden de uitgaven beschouwd als zijnde geheel en definitief goedgekeurd zoals ze voorkomen op de rappellijst.

De verwerping uitgesproken na rappel, wordt geacht definitief te zijn op de datum van kennisgeving door het gewestelijk bureau.

De uitgaven die het voorwerp uitgemaakt hebben van een definitieve verwerping kunnen niet meer opnieuw ingediend worden. »

**Art. 5.** Artikel 216, § 1, 2°, van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 2°. voor de betalingen die zij zonder uitkeringskaart heeft verricht; ».

**Art. 6.** De artikelen 3 en 4 van dit besluit zijn van toepassing op alle uitgaven die op het ogenblik van de inwerkingtreding van dit besluit niet het voorwerp uitgemaakt hebben van een beslissing tot uitschakeling of aanvaarding. De niet verjaarde uitgaven die het voorwerp uitgemaakt hebben van een beslissing tot uitschakeling binnen de zesendertig maanden die de inwerkingtreding van dit besluit voorafgaan, kunnen heringediend worden binnen een termijn van zes maanden die een aanvang neemt de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, bij ontstentenis waarvan zij van rechtswege als definitief uitgeschakeld zullen beschouwd worden en niet opnieuw ingediend zullen kunnen worden. De uitgaven die vóór de voormelde termijn van zesendertig maanden worden uitgeschakeld, worden van rechtswege beschouwd definitief uitgeschakeld te zijn en kunnen niet opnieuw ingediend worden.

De artikelen 3 en 4 van dit besluit zijn eveneens van toepassing op de in het eerste lid bedoelde uitgaven die binnen de vermelde termijn van zes maanden opnieuw ingediend worden.

De bepalingen van artikel 4 van dit besluit betreffende de indiening van de rappellijsten zijn eveneens van toepassing op de uitgaven die op de dag van de inwerkingtreding van dit besluit, het voorwerp uitgemaakt hebben van een beslissing tot verwerping of een voorstel tot bijpassing. De termijn van indiening van de rappellijsten bedraagt drie maanden maar neemt slechts een aanvang de dag van de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 7.** Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

**Art. 8.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 30 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

M. HANSENNE